

est propre à faire naître l'inquiétude et à éveiller le sens des responsabilités chez tous les membres de la Chambre. Près de six mois se sont écoulés depuis que nous avons traité brièvement des affaires extérieures dans cette enceinte. La preuve que la situation est grave et urgente, c'est que nous avons un débat sur les affaires extérieures dès notre retour.

Au cours des derniers mois, un certain nombre d'événements internationaux importants se sont produits et bien que, à l'instar du secrétaire d'État aux affaires extérieures, je me propose de m'arrêter principalement à la situation immédiate que crée la récente décision de l'Union soviétique d'accomplir certains essais d'armes nucléaires et la situation à Berlin, j'aimerais signaler un ou deux événements dont l'importance historique mérite, selon moi, de retenir l'attention à l'heure actuelle.

Tout d'abord, que la Grande-Bretagne ait signifié son intention d'entamer des négociations avec le Marché commun européen comporte de lourdes conséquences pour elle-même, pour l'Europe et pour le Canada. On peut se demander si le gouvernement, quand il acquiesce à contre-cœur à ce geste de la Grande-Bretagne, se rend parfaitement compte de tout ce qu'implique ce geste. Dans l'Organisation des États américains, les progrès ont été considérables ces derniers mois. Le premier ministre nous a dit, il y a quelques mois, que nous aurions l'occasion de faire connaître notre sentiment sur l'opportunité qu'il peut y avoir pour le Canada de participer à cette organisation. Pour ma part, je répète ma conviction que le temps est venu pour le Canada de prendre des responsabilités dans cette organisation.

Je ne vois pas comment nous pouvons parler de nos responsabilités en matière internationale en Europe, en Asie et en Afrique et en même temps nous désintéresser des responsabilités que nous avons à l'égard de nos continents américains. J'ai l'impression que le ministre associé de la Défense nationale partage mon avis et qu'il a levé un peu le voile sur les intentions du gouvernement dans ce domaine et sur la politique que celui-ci entend suivre. Quand il est allé en Uruguay assister à titre d'observateur officieux à l'importante conférence qui s'y tenait, il aurait fait, selon le *Globe and Mail* de Toronto du 24 août, un certain nombre de déclarations très importantes et, à mon avis, très vraies, au sujet de la situation sociale et économique de cette partie du monde en effervescence.

Entre autres choses, le ministre associé a déclaré:

Ce qui m'a frappé ce fut de constater que l'Amérique latine semble être à la croisée des chemins. Les pays de cette Amérique vont progresser et atteindre à la prospérité grâce à la libre entreprise

[L'hon. M. Martin.]

démocratique, ou bien quelques-uns d'entre eux—à moins qu'ils ne trouvent une solution à leurs problèmes—se laisseront facilement gagner aux théories et aux méthodes communistes.

Puis il a ajouté que le Canada est considéré comme un important trait d'union avec les États-Unis, et dit ensuite:

A cause de notre stature, ils croient que nous pourrions mieux comprendre leurs problèmes.

En tout cas, nous ne pouvons jamais nous permettre de ne pas en tenir compte. Notre prestige dans cette partie du monde est énorme. Ces pays ont besoin d'argent, mais encore plus de formation scientifique pour la mise en œuvre de leurs ressources.

Ils ont besoin d'aide en ce qui touche les méthodes commerciales et industrielles, ainsi que dans le domaine des affaires culturelles. Toutefois, on ne saurait dire à la population d'un pays fier: «Laissez-nous vous enseigner». Ici, le tact est de toute première importance.

Nous sommes tous d'accord: le plus important, c'est le doigté. Les observations des journaux sur le discours du ministre associé au cours de son voyage d'observateur en Uruguay, au mois d'août, placeront certainement le gouvernement dans une position absolument contradictoire s'il s'abstient de nous dire s'il va, oui ou non, donner suite au fait qu'il a reconnu la responsabilité du Canada envers ces pays de l'Amérique latine, dans une région où nous avons maintenant décelé des indices d'une influence communiste grandissante dans deux pays de toute première importance.

Notre responsabilité se fonde sur notre propre sécurité et sur notre rôle comme nation dans un monde interdépendant. La déclaration du ministre associé de la Défense nationale nous fait courir dangereusement le risque de perdre le respect des nations de l'Amérique latine et l'influence que nous exerçons parmi ces nations qui, de tout cœur et avec insistance, nous ont invités à joindre leurs rangs, à moins que le gouvernement n'accorde publiquement une reconnaissance officielle, de préférence à la Chambre et au cours du présent débat, aux déclarations importantes du ministre associé de la Défense nationale.

Dans le même ordre d'idée, pour passer à une autre question, aucune revue des récents mois ne saurait passer sous silence les atrocités qui se commettent en Angola. Nous ne devons pas oublier que l'Union soviétique trouvera dans ce pays des situations à exploiter avec autrement de tapage que tout ce qui s'est passé dans tout autre pays d'Afrique. Je me demande, par exemple, quelle est au juste notre position. Avant les vacances, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a répondu à certaines de mes questions au sujet des armements et de l'Angola, et certaines autres questions présentement inscrites au *Feuilleton* nous vaudront des réponses, je suppose, d'ici quelques jours.